



La qualité de vie en Croatie, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et en Turquie

Synthèse

Introduction

Ce rapport analyse de manière approfondie la qualité de vie dans trois pays candidats à l'adhésion à l'UE — la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie (les PC3) — et tire des conclusions pertinentes pour l'élaboration de politiques dans ce domaine.

Ces conclusions s'appuient sur les résultats de la deuxième enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS 2007) réalisée par Eurofound. L'analyse de la qualité de vie porte sur différents domaines sociaux et repose sur des indicateurs tant objectifs que subjectifs. Le rapport se penche sur la situation économique des ménages telle que perçue, la vie familiale, le logement et l'environnement local, la santé et l'accès aux services de santé, la perception de la qualité de la société et le bien-être subjectif, ainsi que sur les relations entre tous ces facteurs. En examinant ces aspects de façon très détaillée et en comparant les groupes sociaux dans et entre les pays faisant l'objet de l'étude, le rapport fournit des informations essentielles pour comprendre les contextes nationaux et planifier les politiques.

Contexte politique

Les profils et trajectoires de développement des pays candidats sont différents, mais tous sont engagés dans des réformes de préadhésion et œuvrent ainsi à la construction d'un espace de préoccupations politiques et règles communes avec les autres États membres de l'UE.

Les priorités pour une croissance intelligente, durable et inclusive ont été définies dans la stratégie Europe 2020, qui offre également aux pays candidats un cadre permettant d'ancrer leurs propres efforts de réforme. Les études menées sur la qualité de vie peuvent contribuer à évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs. Certains objectifs ambitieux d'intégration dans le marché du travail, de lutte contre la pauvreté et d'élargissement de l'offre d'enseignement constituent parfois des défis difficiles à relever pour ces pays. Le présent rapport donne quelques pistes d'orientation pour bien cibler ces efforts.

Les différences entre les anciens et nouveaux États membres et les pays candidats sur le plan de la qualité de vie et de l'infrastructure sociale posent problème lorsqu'il s'agit de comprendre les contextes nationaux, de

remédier à la situation de groupes sociaux défavorisés et de trouver des moyens efficaces d'améliorer la cohésion en Europe. Le rapport fournit à cet égard des éléments pour alimenter la réflexion sur le système de suivi et de collecte des indicateurs dans les différents pays.

Principales conclusions

Comparée à la situation dans les 27 États membres de l'UE (UE27), la satisfaction générale à l'égard de la vie est sensiblement moins élevée dans les pays examinés et ce résultat est en grande partie lié au phénomène de pauvreté. Les personnes qui ont un faible niveau d'éducation, sont en marge du marché du travail et vivent en milieu rural sont confrontées à une insuffisance de revenus et à un dénuement matériel. L'insuffisance de revenus, les mauvaises conditions de travail et la précarité de l'emploi, le manque de services d'aide et une mauvaise santé sont autant de facteurs liés aux dimensions multiples de l'exclusion sociale.

L'ampleur de l'économie informelle — variable selon les pays — a des répercussions sur la qualité de vie en ce sens que par rapport aux travailleurs déclarés, les personnes qui travaillent dans l'économie informelle déclarent se trouver dans une situation plus défavorable en termes de santé, de bien-être, de dénuement matériel et de qualité du logement.

Nonobstant le pourcentage élevé de personnes propriétaires de leur logement, les coûts du logement dans les pays examinés représentent une lourde charge, en particulier dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et en Turquie. L'état du parc immobilier laisse souvent à désirer parce que les propriétaires n'ont pas la capacité financière de l'entretenir ou de l'améliorer. Les problèmes liés à l'environnement local touchent également davantage les populations urbaines.

Dans les pays candidats, la famille joue un rôle central, à la fois comme élément de bien-être subjectif et comme source de soutien. L'une des explications à cela réside dans le caractère traditionnel de la structure des ménages, même si la situation est en voie de changement, surtout en Croatie. Nonobstant, la participation des hommes aux tâches ménagères est inférieure à celle des femmes ainsi qu'à celle des hommes dans l'UE27.

L'inégalité entre les hommes et les femmes est perceptible, les femmes déclarant être plus désavantagées par rapport aux hommes. La participation des femmes au marché du travail est généralement faible et les emplois (des hommes et des femmes) sont caractérisés par de longues heures de travail et un mauvais équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Dans les trois pays considérés, 45 % des femmes (contre 35 % dans l'UE27) mentionnent une implication quotidienne dans les soins et l'éducation des enfants. Si l'on considère ce même aspect uniquement sous l'angle des femmes avec enfants, cette proportion est également plus élevée dans les PC3 – 53 % en Croatie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et 59 % en Turquie (45 % dans l'UE27).

Dans chacun des trois pays, le soutien social informel intervient pour une très large part dans la satisfaction générale à l'égard de la vie, suggérant que ce soutien peut se substituer aux institutions d'aide sociale que l'on trouve ailleurs en Europe.

Le degré d'approbation des services publics et le niveau de confiance dans les institutions sont inégaux: la Croatie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine se caractérisent par une méfiance à l'égard des institutions et pourraient être amenées à devoir résoudre les problèmes de transparence, tandis qu'en Turquie, par rapport à la moyenne dans l'UE27, on constate une confiance plus importante des citoyens dans les principales institutions politiques et sociales.

Orientations politiques

- Le faible taux de participation au marché du travail constituant un problème majeur, l'élaboration de politiques de développement de l'emploi est essentielle pour cibler les chômeurs officiellement enregistrés mais aussi les jeunes qui ne sont pas encore entrés dans la vie active, ainsi que les femmes.
- Dans la perspective de lutter contre la pauvreté des familles et de promouvoir le développement social, assurer l'inclusion des femmes par le biais de l'accès à l'enseignement, la formation et l'emploi est un enjeu dans les trois pays. Pour parvenir à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, il pourrait également être nécessaire d'instaurer une bonne couverture territoriale, une qualité et une accessibilité financière des services de soins et d'aide aux enfants et aux personnes âgées.
- Sortir un plus grand nombre d'emplois de l'économie informelle et les intégrer dans le secteur formel permettrait d'apporter une meilleure protection sociale et générerait des recettes publiques. Résoudre les problèmes auxquels font face les personnes sous contrat de courte durée ou sans contrat ni cotisations sociales devrait être une priorité, en particulier en Turquie.
- Les politiques d'inclusion sociale doivent cibler les groupes vulnérables confrontés à la pauvreté et au dénuement. Il convient de centrer les efforts sur les personnes âgées en général et sur les jeunes en ce qui concerne la Turquie, sur les régions rurales, ainsi que sur les personnes

ayant un faible niveau d'éducation et les femmes. L'inclusion sociale des personnes âgées peut être améliorée en augmentant la couverture offerte par les régimes publics de retraite et en garantissant des revenus de pension adéquats.

- Une hausse des investissements dans l'enseignement et l'apprentissage tout au long de la vie, conformément à la politique poursuivie par l'UE, est nécessaire pour accroître l'intégration dans le marché du travail et sortir des personnes de la pauvreté. Les développements au niveau national indiquent une demande en enseignement supérieur, notamment en Turquie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine. L'expansion rapide de l'enseignement supérieur, par exemple dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, a cependant engendré des problèmes de réglementation qu'il convient de résoudre.
- Il est primordial d'axer les politiques du logement sur l'accessibilité financière de logements de qualité adéquats pour les groupes de population à faibles revenus. Une série de mesures sont également nécessaires pour contribuer à améliorer la piètre qualité des logements. Des politiques doivent en outre être mises en place pour résoudre le problème de la disparité géographique et de l'inadéquation du parc immobilier.
- Compte tenu de l'impact élevé de l'environnement sur la santé, il importe de renforcer les politiques d'amélioration de la qualité environnementale des quartiers d'habitation, en particulier dans les zones urbaines.
- Il est capital d'entreprendre une réforme des dépenses dans les services de santé par le biais d'un investissement dans des programmes de santé préventive et d'une réduction des disparités régionales en matière de prestation de services. L'accent doit être mis sur l'amélioration de l'état de santé des personnes âgées, notamment en Croatie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, ainsi que sur l'amélioration de la situation des femmes en mauvaise santé et atteintes d'une maladie chronique en Turquie. Des propositions visant à améliorer le bien-être psychique des personnes souffrant d'une maladie chronique ou d'un handicap sont nécessaires dans les trois pays.
- Il y a lieu de développer l'aide sociale et les services publics afin de compenser l'éventuelle future disparition des mécanismes de soutien familial. Promouvoir la participation sociale et politique, notamment par un soutien de l'UE aux organisations de la société civile, peut contribuer à l'instauration de nouveaux mécanismes de cohésion sociale.

Informations complémentaires

Le rapport sur l'EQLS, *Quality of life in Croatia, the former Yugoslav Republic of Macedonia and Turkey*, est disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef1136.htm>
Le rapport de synthèse sur l'EQLS et une analyse secondaire plus approfondie des données de l'enquête sont disponibles sur le site web d'Eurofound à l'adresse suivante: <http://www.eurofound.europa.eu/areas/qualityoflife/eqls/>

Tadas Leončikas, chargé de recherche tle@eurofound.europa.eu